

DÉSINDUSTRIALISATION :

LE CAPITAL MÈNE UNE GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS



**L'AVENIR DE NOTRE INDUSTRIE EST-IL
CELUI DES FERRAILLEURS ? NON ! NOUS
NE LAISSERONS JAMAIS FAIRE ET NOUS
SERONS À L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE !**

Ce que l'on appelle "désindustrialisation" n'est pas une fatalité, mais une stratégie du capital : fermer des sites, détruire des emplois, effacer des savoir-faire et soumettre l'industrie à la finance. Domo, Vencorex, Gambro/Vantive, Michelin, Sanofi : partout la même logique de casse, de vente et de démantèlement.

Au Pont-de-Claix, Vencorex a été abandonné à une logique de découpe. À Meyzieu, Gambro/Vantive menace 12 postes sur un site qui fabrique des dispositifs médicaux essentiels. Chez Michelin, 1 246 emplois ont déjà été supprimés avec la fermeture de deux usines, et le groupe prévoit encore jusqu'à 1 500 suppressions d'ici 2029. Dans la pharmacie, 2 400 médicaments ont été en rupture en 2020, 80 % des principes actifs sont fabriqués hors de l'Union européenne, et près de 10 000 emplois ont été supprimés en dix ans. Quand le capital dirige la santé, il organise la dépendance, fragilise la production et transforme les besoins essentiels en variable de rentabilité.

Derrière ces chiffres, ce sont des milliers de salariés qui voient leur avenir menacé, leurs vies et celles de leurs familles bouleversées, des qualifications qui disparaissent et des territoires entiers fragilisés. Chaque fermeture détruit non seulement des emplois, mais aussi des savoir-faire industriels indispensables.

Ce ne sont pas des accidents isolés : les actionnaires déplacent la production là où les salaires sont plus bas, cassent les solidarités et soumettent l'industrie à la finance. Les fonds spéculatifs et d'investissement cherchent des rendements rapides par le rachat, la pression sur les coûts, la vente d'actifs et les suppressions d'emplois. Ils ne créent rien : ils pressurent, découpent et ferment pour maximiser le rendement.

Le capital ne veut plus maintenir l'activité ? S'il refuse d'investir, de préserver l'emploi et de donner aux salariés le pouvoir de décider, alors il faut lui retirer les usines. L'expropriation sans indemnisation ni rachat doit s'imposer, avec contrôle direct par celles et ceux qui y travaillent.

À l'Assemblée générale de la Fédération, nous devons porter un mandat clair contre la désindustrialisation et pour l'augmentation générale des salaires et des pensions, avec la défense des emplois, des sites et des droits des travailleurs.

**FACE À CETTE GUERRE DE CLASSE,
LA RÉPONSE DOIT ÊTRE COLLECTIVE.
LE 8 SEPTEMBRE, L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DE LA FNIC CGT DOIT ÊTRE
UN MOMENT DE CONVERGENCE, DE
LUTTE ET DE DÉCISIONS À LA HAUTEUR
DE L'ATTAQUE !**